

T-2380-73

T-2380-73

Arthur Kofman and Associates (Plaintiff)

v.

The Queen (Defendant)

Trial Division, Addy J.—Montreal, March 3 and 4; Ottawa, March 13, 1975.

Crown—Contracts—Plaintiff supplying personnel to defendant—Personnel remaining employees of plaintiff—Defendant ending contracts with plaintiff, hiring same employees directly—Whether plaintiff entitled to commission—Whether continuing contractual obligation—Quebec Civil Code, arts. 1013-1016, 1019, 1021.

Plaintiff supplied personnel to defendant under 26 contracts, terminable on one week's notice. Employees remained in plaintiff's employ under defendant's direction. Plaintiff received a fixed amount for each employee. Defendant terminated all contracts, and directly hired all but one employee. Plaintiff claims commissions normally exigible when services of supplied personnel are ended so that client can re-hire directly.

Held, awarding a commission on each contract, article 1013 of the Quebec Civil Code, provides for literal interpretation of a contract "unless the meaning of the parties . . . is doubtful". While there was no continuing contractual obligation after removal of each employee, it is the custom of the trade that when direct hiring occurs within three months of supply by the agency, the agency is entitled to a fee. The parties had applied this practice in past dealings, and, the contract being silent, the intent of the parties seems doubtful. Article 1019, which states that where ambiguity exists, a document is to be interpreted against the drafting party, is not restricted to doubt arising from wording but can be taken to include cases where the contract is silent and one must decide on the parties' intent regarding a situation not set out in the contract. Clause 15 does not imply that no words can be imported into the contract; to include a termination fee does not vary or contradict clauses 15 or 17, and under articles 1013-1015, and 1019, the contract should be interpreted as including provisions normally existing between employment agents and clients. This can not be avoided by arguing that in requiring its own contracts defendant refused to consent to the fee. If the custom was not to apply, the contract should have specifically so stated. Under clause 18, federal and Quebec civil laws are to apply; article 1016 of the Civil Code, providing for resolution of doubt according to the usage of the country ("area") is applicable at law as well as by the express terms of the contract.

Finally, while plaintiff was described in the contracts as *ingénieur-conseil*, its main occupation was locating, supplying and assigning personnel, and it had dealt with plaintiff in this capacity previously. Use of the abbreviation "Ing. Cons." does

Arthur Kofman et Associés (Demandeur)

c.

^a La Reine (Défenderesse)

Division de première instance—Montréal, les 3 et 4 mars; Ottawa, le 13 mars 1975.

b La Couronne—Contrats—Le demandeur met des employés à la disposition de la défenderesse—Ils demeurent des employés du demandeur—La défenderesse résilie ses contrats avec le demandeur et recrute directement les mêmes employés—Le demandeur a-t-il droit à une commission?—Des obligations contractuelles subsistent-elles?—Code civil du Québec, art. 1013 à 1016, 1019 et 1021.

Le demandeur a mis des employés à la disposition de la défenderesse en vertu de 26 contrats résiliables sur préavis d'une semaine. Ces personnes demeuraient les employés du demandeur et travaillaient sous la direction de la défenderesse. Le demandeur recevait une somme fixe pour les services de chaque employé. La défenderesse a résilié tous les contrats et recruté directement tous les employés sauf un. Le demandeur réclame les commissions normalement dues en cas de résiliation de contrat d'employés recrutés ensuite directement par le client.

Arrêt: allouant une commission pour chaque contrat; l'article 1013 du Code civil du Québec prévoit l'interprétation littérale d'un contrat «sauf si la commune intention des parties . . . est douteuse». Dès qu'on mettait fin au contrat de chaque employé, il ne subsistait plus d'obligation contractuelle; cependant d'après l'usage, l'agence a droit à une commission lorsque le client recrute directement un employé dans une période de trois mois après qu'il a été mis à sa disposition. Les parties s'étaient conformées à cet usage dans leurs rapports antérieurs et, le contrat n'ayant rien prévu à ce sujet, il semble que leur intention était douteuse. L'article 1019, stipulant qu'en présence d'ambiguïté, un document s'interprète contre la partie qui l'a rédigé, ne vise pas seulement le doute résultant d'une rédaction ambiguë, mais aussi les cas où, le contrat étant muet, on doit déterminer l'intention des parties relativement à une situation non prévue au contrat. La clause 15 ne signifie pas qu'on ne puisse rien ajouter au contrat; l'insertion d'une clause d'indemnité de résiliation ne modifie ni ne contredit les clauses 15 ou 17, et, conformément aux articles 1013 à 1015 et 1019, on doit interpréter le contrat en y faisant figurer les clauses d'usage dans les rapports entre les agences de placement et leurs clients. On ne peut y échapper en soutenant que la défenderesse, en exigeant la rédaction des contrats selon ses propres termes, a refusé de consentir à la commission. Si l'usage devait être écarté, le contrat aurait dû le prévoir d'une manière spéciale. La clause 18 prévoyait que les lois civiles fédérales et québécoises s'appliquaient; l'article 1016 du Code civil, prévoyant que ce qui est ambigu s'interprète par l'usage du pays («région»), est applicable de plein droit et en raison des termes exprès du contrat.

Enfin, le demandeur est désigné aux contrats comme *ingénieur-conseil*, cependant son occupation principale consistait à trouver, recruter et placer du personnel et la défenderesse avait antérieurement traité avec le demandeur en cette qualité. L'em-

not contradict or supersede the custom of the trade in the region.

Canestrari v. Lecavalier (1915) 47 C.S. 296, applied.

ACTION.

COUNSEL:

S. Shriar for plaintiff.

G. Côté and *J. Ouellet* for defendant.

SOLICITORS:

Shriar, Polak and Cooperstone, Montreal, for plaintiff.

Deputy Attorney General of Canada for defendant.

The following are the reasons for judgment rendered in English by

ADDY J.: The plaintiff who, with his associates, carries on the business of consulting engineers as well as of personnel and staff development consultants dealing with the locating, supplying and assigning of engineers and skilled technical support personnel is suing the defendant represented by the Minister of Public Works (hereinafter referred to as "the Department") for the alleged breach of twenty-six separate contracts under which technical personnel were supplied to the said Department. The personnel was required by the Department to carry out an accelerated construction program organized to relieve unemployment in the Montreal district.

There was very little dispute as to the facts and, after few witnesses were heard, counsel for the parties decided to file an agreed statement of the facts, which was filed as Exhibit 4 at trial, in order to avoid the calling of several additional witnesses.

All twenty-six contracts were identical except as to the time from which each person was to be employed on the project of the Department and as to the salaries to be paid for the services of each such employee. The contract provided, in each case, that the person supplied to the Department was to remain an employee of the plaintiff in every way, except that the employee would be performing services under the direction of the Department. The plaintiff was to receive a fixed amount from

ploi de l'abréviation «Ing.Cons.» n'écarter ni ne supplante l'usage de la profession dans la région.

Arrêt appliqué: *Canestrari c. Lecavalier* (1915) 47 C.S. 296.

a ACTION.

AVOCATS:

S. Shriar pour le demandeur.

G. Côté et *J. Ouellet* pour la défenderesse.

b

PROCUREURS:

Shriar, Polak et Cooperstone, Montréal, pour le demandeur.

Le sous-procureur général du Canada pour la défenderesse.

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement rendus par

d

LE JUGE ADDY: Le demandeur qui, avec ses associés, exploite une firme d'ingénieurs-conseils et de conseillers en placement s'occupant de recruter des ingénieurs et des techniciens de soutien qualifiés pour les mettre à la disposition de ses clients, actionne la défenderesse représentée par le ministre des Travaux publics (ci-après appelé «le Ministère») pour la prétendue violation de vingt-six contrats distincts en vue de mettre des techniciens à la disposition dudit ministère. Le Ministère avait besoin de ces techniciens pour exécuter un programme de construction accélérée, destiné à atténuer le chômage dans le district de Montréal.

e

f

g

Il y avait très peu de faits contestés et, après l'audition de quelques témoins, les avocats des parties ont décidé de faire un exposé conjoint des faits, qui a été déposé à l'audition comme pièce 4, dans le but d'éviter de citer plusieurs autres témoins.

h

i

j

Tous les vingt-six contrats étaient rédigés en termes identiques, à l'exception de la date à partir de laquelle chaque personne devait être employée au projet du Ministère et du montant des salaires à payer pour les services de ladite personne. Dans chaque cas, le contrat prévoyait que la personne mise à la disposition du Ministère demeurait, de toute façon, l'employé du demandeur, sauf qu'elle devait travailler sous la direction du Ministère. Le Ministère devait payer au demandeur une somme

the Department for supplying the services of each employee. The difference between the amount received from the Department for the services of the employee and the amount actually paid to the employee for salary and for other benefits by the plaintiff constituted the latter's remuneration for his services.

The contract, in each case, was in French and contained a clause numbered 17 which read as follows:

[TRANSLATION] 17. The firm as well as Her Majesty may terminate this contract at any time on a week's prior notice in writing.

With the obvious intention of hiring directly as its permanent employees the personnel supplied by the plaintiff, the Department caused to be sent on the 27th of November 1970, in each case, a registered letter terminating the agreement as of the 2nd of December 1970. As of the same day, all of the twenty-six persons, with the exception of an engineer by the name of Marion, were hired directly by the Department as its own employees on the project. In the case of Marion, as he had at one time been an employee of the Federal Government and would have lost the benefit of drawing his pension as a retired Federal Government employee had he been hired directly, special arrangements were made that he be hired by an engineering consultant firm engaged on the project and that firm in turn provided his services to the Department in return for a 20 per cent differential in the salary as a fee for looking after the payment of his salary and other benefits.

The plaintiff claims to be entitled to the commission that would normally be payable to a placement firm such as his when the services of an employee of the firm are terminated by reason of the client hiring the employee directly as its employee. The Department, on the other hand, claims that as the contract was terminated by it, pursuant to clause 17 above quoted, there could be no continuing contractual obligation between the parties for anything done after the date of termination.

In support of this contention, the Department argues that clause 16 provides that the written agreement contains the sole and entire contractual obligation existing between the parties and that

fixe pour les services de chaque employé. La rémunération du demandeur était représentée par la différence entre le montant qu'il recevait du Ministère pour les services de l'employé et le montant qu'il payait effectivement à l'employé au titre des salaires et autres prestations.

Chaque contrat était rédigé en français et contenait la clause 17 ainsi libellé:

17. La firme ainsi que Sa Majesté pourront mettre fin à la présente convention en tout temps sur préavis écrit à cet effet d'une semaine.

Dans l'intention évidente de recruter directement, à titre de fonctionnaires permanents, les techniciens mis à sa disposition par le demandeur, le Ministère a fait envoyer pour chacun des contrats le 27 novembre 1970 une lettre recommandée résiliant le contrat à compter du 2 décembre 1970. Le même jour, le Ministère recrutait directement à titre de fonctionnaires affectés au projet toutes les vingt-six personnes à l'exception d'un ingénieur dénommé Marion. En ce qui concerne Marion, qui avait été à un moment donné fonctionnaire du gouvernement fédéral et qui aurait perdu le bénéfice de sa pension à titre de retraité du gouvernement fédéral s'il avait été recruté directement, un arrangement spécial prévoyait qu'il serait recruté par une firme d'ingénieurs-conseils participant à la réalisation du projet et que cette firme à son tour le mettrait à la disposition du Ministère moyennant une commission égale à 20 pour cent du salaire de ce dernier pour la prise en charge de ce salaire et des autres prestations.

Le demandeur prétend qu'il a droit à la commission qui revient normalement à une agence de placement comme la sienne en cas de résiliation du contrat d'un employé qui est recruté directement par le client. De son côté le Ministère soutient qu'ayant mis fin au contrat conformément à la clause 17 précitée, il ne subsistait aucun engagement contractuel entre les parties relativement à ce qui s'est passé après la résiliation du contrat.

A l'appui de sa prétention, le Ministère soutient que la clause 16 prévoit que les seules obligations contractuelles existant entre les parties sont celles qui sont stipulées au contrat écrit et que la clause

paragraph 17, above quoted, is clear and unambiguous and, therefore, not susceptible to interpretation. He states that this paragraph clearly provides that the contract itself may be ended on one week's notice and the week's notice as provided for in the contract was in fact given.

Article 1013 of the *Civil Code* of the Province of Quebec reads as follows:

Art. 1013. When the meaning of the parties in a contract is doubtful, their common intention must be determined by interpretation rather than by an adherence to the literal meaning of the words of the contract.

This, in effect, provides that the meaning of the words is not to be interpreted in any other manner than by applying the literal meaning of the words "unless the meaning of the parties in the contract is doubtful."

There is no doubt whatsoever, in my mind, that, when an employee is removed from the job by either party following a notice under paragraph 17 of the contract covering that employee, there subsists no continuing obligation whatsoever on the part of the Department under the contract nor would there be a continuing obligation on the part of the plaintiff to find a replacement if requested to do so by the Department. It was clearly established at trial, however, that it was the well-recognized and established custom of the trade in 1970, among firms such as that of the plaintiff engaged in the finding and supplying of technical personnel, that when the services of an employee were furnished to a client by the firm, and the client within three months of the date when the employee began work employed that person directly as its own permanent employee, then the firm would be entitled to be paid by the client a percentage fee based on the amount of the first year's gross salary of the employee, the percentage varying with the amount of the salary, with the higher percentage being paid for persons who were employed at higher salaries, on the assumption that employees able to command higher salaries were scarcer and more difficult to find and to replace than lower salaried employees. It was also established and agreed that the plaintiff had conformed to this practice and that such practice was well known to the Department and has been applied also in former dealings between the plaintiff and the Department. This being so, and the contract being

17, précitée, est claire et précise et par conséquent ne donne pas lieu à interprétation. Il déclare que ce paragraphe prévoit clairement qu'il peut être mis fin au contrat sur préavis d'une semaine et que le préavis d'une semaine prévu au contrat a été en fait donné.

L'article 1013 du *Code civil* de la province de Québec est ainsi libellé:

Art. 1013. Lorsque la commune intention des parties dans un contrat est douteuse, elle doit être déterminée par interprétation plutôt que par le sens littéral des termes du contrat.

En fait cela veut dire qu'on ne peut interpréter le contrat qu'en ayant recours au sens littéral de ses termes «sauf si la commune intention des parties dans un contrat est douteuse».

Je ne doute nullement que, lorsqu'il est mis fin au contrat d'un employé, sur l'initiative de l'une des parties à la suite du préavis prévu à la clause 17 dudit contrat, le Ministère n'a plus aucune obligation en vertu du contrat et le demandeur de son côté n'est pas tenu de trouver un remplaçant si le Ministère le lui demandait. Cependant on a démontré clairement à l'audience l'existence en 1970 d'un usage professionnel bien reconnu et établi parmi les firmes, comme celle du demandeur, s'occupant de trouver et de placer des techniciens, en vertu duquel, si le client, dans les trois mois de l'embauchage, recrutait directement à titre d'employé permanent, une personne mise à sa disposition par la firme, il devait payer à la firme une indemnité proportionnelle, fonction du montant du salaire brut de la personne pour la première année; ce pourcentage variait avec le montant du salaire, il était plus élevé s'il s'agissait d'employés mieux rémunérés, étant entendu que ces employés étaient plus rares et plus difficiles à recruter et à remplacer que les employés à salaire moins élevé. Il a été aussi établi et convenu que le demandeur se conformait à cet usage dont le Ministère était parfaitement au courant pour s'y être conformé dans ses précédentes négociations avec le demandeur. Ceci étant, le contrat n'ayant rien prévu à ce sujet et compte tenu du fait qu'il paraît parfaitement absurde qu'une compagnie, comme celle du demandeur, qui a plusieurs années d'expérience dans ce domaine, prendrait la peine de trouver, recruter et placer des cadres techniques

completely silent on the point, and in the light of the fact that it would seem to be completely ridiculous for any company such as that of the plaintiff with many years experience in this field to go to the trouble of finding, hiring and supplying technical and professional personnel and of finding replacements for any personnel which the Department might, in the opinion of the Minister, find unsatisfactory, only to have the contract in each case cancelled within one week and the personnel hired by the Department on a permanent basis with the result that, for such services, the plaintiff would be entitled only to receive, for his services from the Department, the differential on one or two weeks salary of the employee (as actually appears to have been the case in some of the cases covered by the present contracts), it appears to me that the intention of the parties, as to what would happen in such event, is indeed doubtful. The rules of interpretation provided for in articles 1013 and 1021 of the *Civil Code* must therefore be applicable.

It seems clear to me that article 1013 is not limited to cases where there is actual ambiguity in the wording of the contract but may be taken to include cases where doubt arises by reason of the contract being completely silent as to some matter which, expressly or by necessary implication, forms part of the subject matter of the contract.

Although it might be argued that there is some ambiguity in the words *mettre fin* (put an end to), I cannot accede to this argument, as the words in themselves are clear and unambiguous. What the plaintiff is asking for in effect is to have the Court stipulate what the intention of the parties is regarding a situation not covered specifically by the contract but as to which he claims the contract must apply by necessary implication. It is a question of deciding how the intention of the parties would have been expressed had the situation been specifically covered in the wording of the contract and is not essentially a question of ambiguity.

The plaintiff argues that article 1019 of the *Civil Code* should be applied. This article reads as follows:

Art. 1019. In cases of doubt, the contract is interpreted against him who has stipulated and in favor of him who has contracted the obligation.

et professionnels et de pourvoir au remplacement de ceux d'entre eux que le Ministère pourrait, sur l'avis du Ministre, juger peu satisfaisants, pour voir résilier chaque contrat après une semaine et le Ministère recruter les cadres comme employés permanents, ce qui aurait pour conséquence de réduire la rémunération que le Ministère doit verser au demandeur, à un pourcentage basé sur une ou deux semaines de salaire de l'employé (comme cela est arrivé, paraît-il, pour certains des cas visés par les présents contrats), il me semble que l'intention des parties sur ce qui se produirait dans une telle éventualité est réellement ambiguë. Les règles d'interprétation prévues aux articles 1013 à 1021 du *Code civil* sont donc applicables.

Il me paraît certain que l'article 1013 ne vise pas seulement les cas d'ambiguïté réelle dans la rédaction du contrat mais aussi les cas où le doute résulte de ce que le contrat est complètement muet sur une question qui, de façon explicite ou en toute logique, relève de l'objet du contrat.

On pourrait soutenir que l'expression «mettre fin» est quelque peu ambiguë, je ne peux néanmoins accepter cet argument puisque les mots eux-mêmes sont clairs et précis. Le demandeur demande en fait que la Cour déclare quelle a été l'intention des parties relativement à une situation non expressément prévue au contrat mais à laquelle, soutient-il, le contrat doit s'appliquer en toute logique. Il s'agit de décider comment les parties auraient exprimé leur intention si la situation avait été expressément prévue dans le libellé du contrat, ce qui n'est pas essentiellement une question d'ambiguïté.

Le demandeur soutient que l'article 1019 du *Code civil* devrait s'appliquer. Cet article est ainsi libellé:

Art. 1019. Dans le doute le contrat s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

Although this article, in my view, is in itself somewhat ambiguously worded, it has been interpreted as having somewhat the same effect as the common law rule of *contra proferentem* to the effect that, where there is ambiguity, a document is interpreted against the party who drafted it. In other words, it does not apply only to the case where a contract, which stipulates certain obligations on the part of one party, has been drafted by the other who is to benefit to these undertakings but is applicable to a contract where there are mutual undertakings on the part of both parties. *Canestrari v. Lecavalier*¹ refers to this principle. The headnote, which fairly summarizes the decisions, reads as follows:

[TRANSLATION] 2. It is a recognized principle in the interpretation of contracts that where a document has been drafted by one party, any doubt or ambiguity contained therein is to be interpreted against the party who drafted it.

Acting Chief Justice Archibald, at page 298, stated:

But if the contract is not as clear as it might have been, it is the fault of the defendants who actually drew the contract and wrote it out and are to be presumed to have put into it everything which is necessary to their own interest.

The article is, however, somewhat broader in one way than the *contra proferentem* rule which generally has been limited to cases where there is ambiguity. As in the case of article 1013, article 1019 refers to cases where doubt exists; it does not restrict the doubt to that arising from ambiguity in wording. It can be taken to include cases where the contract is silent on a point and one is obliged to decide as to the intention of the parties regarding a situation not specifically covered in the contract. This, in essence at least, seems to be the case here. The only clause in the contract which might possibly be construed to prevent article 1016 or 1019 from applying would be clause 15 which reads as follows:

[TRANSLATION] 15. This agreement shall constitute the sole and only contractual bond between the firm and Her Majesty.

This clause does not state that no words can be imported into the contract itself in order to complete it; it merely states that the agreement constitutes the sole and only contract between the parties. Any provision which necessarily must be implied in the contract does form part of it and therefore does not infringe against the clause. As a

¹ (1915) 47 C.S. 296.

Quoique à mon avis cet article ait été rédigé dans un style assez ambigu, on l'a interprété comme produisant le même effet que la règle de *common law* «*contra proferentem*», en ce sens qu'en présence d'ambiguïté, un document s'interprète contre la partie qui l'a rédigé. En d'autres termes, il ne s'applique pas seulement à certains engagements contractés par une partie au profit de l'autre partie qui a rédigé le contrat, mais encore au contrat mettant des obligations réciproques à la charge des deux parties. L'arrêt *Canestrari c. Lecavalier*¹, se réfère à ce principe. Le sommaire, qui résume bien la décision, est ainsi rédigé:

2. C'est un principe reconnu dans l'interprétation des contrats que, lorsqu'un écrit est rédigé par une partie, les doutes et les ambiguïtés qui s'y trouvent sont interprétés contre elle.

Le juge en chef suppléant Archibald déclarait à la page 298:

[TRADUCTION] Mais si le contrat n'est pas aussi clair que possible, la faute en est aux défendeurs qui ont effectivement préparé et rédigé le contrat et sont censés y avoir insérer toutes les clauses utiles à leur intérêt.

Cependant, cet article a une portée plus large que celle de la règle *contra proferentem* qui ne s'applique ordinairement qu'en cas d'ambiguïté. Comme l'article 1013, l'article 1019 vise les cas de doute, et non pas uniquement le doute résultant d'une rédaction ambiguë. On peut considérer qu'il vise les cas où le contrat est muet sur un point et où l'on est obligé de déterminer l'intention des parties relativement à une situation non prévue au contrat. Tel est, me semble-t-il, le cas en l'espèce, du moins en principe. La seule clause du contrat qui pourrait être interprétée de manière à écarter l'application de l'article 1016 ou de l'article 1019 est la clause 15 ainsi rédigée:

15. La présente convention constituera le seul et unique lien contractuel liant la firme et Sa Majesté.

Cette clause ne dit pas qu'on ne peut suppléer au contrat pour en combler une lacune, mais simplement qu'il constitue la seule et unique convention entre les parties. Toute disposition qui découle nécessairement du contrat en fait partie et ne viole donc pas cette clause. Il y a lieu de noter que la clause 15, prise au pied de la lettre, est évidem-

¹ (1915) 47 C.S. 296.

matter of interest, clause 15, if taken literally, is obviously incorrect and does not conform to reality, since it is common ground that there were twenty-six contracts, all of which form part of the present action, and not only one contract between the parties. Clause 15 must, therefore, be taken to include the words "in so far as this employee is concerned."

At the hearing, counsel for the defendant argued as if clause 15 read something to the effect that no provisions other than those expressed in writing in the contract are to be imported into the contract. The clause obviously does not state this.

The including of a fee to be payable on termination of a contract in the event of the employee being hired directly by the Department does not in any way vary or contradict the express or implied terms of either clause 17 or of clause 15, and for the above-mentioned reasons I find that, pursuant to the provisions of articles 1013, 1014, 1015 and 1019, the contract could be interpreted at law as including the provisions normally recognized as existing between hiring agencies and their clients to the effect that when an employee, who has been supplied to the client on a temporary basis, is hired directly by the client as its own employee on a permanent basis, a fee based on a percentage of the employee's rate of salary during the first year of employment becomes payable to the agency.

The next question to be determined is whether in fact the above-mentioned provision should be applied as between the parties to this contract. Paragraph 2 to the plaintiff's statement of claim reads as follows:

2. THAT Plaintiff's charges to its clients for such services are basically the same as those charged by similar firms throughout the Province of Quebec, and include the following:—

(a) If the client requires only casual or temporary help, the candidate ultimately selected may work directly in the employ of Plaintiff, who is responsible for paying the person engaged his earnings, and the client pays to Plaintiff a sum based on an agreed-upon hourly rate for the said services, and the commission or fee earned by Plaintiff is the difference between the hourly rate paid the technician by Plaintiff and the hourly rate paid to Plaintiff by the client ("differential rate");

(b) If the client decides at any stage to place the candidate on its own payroll on a temporary basis, the client continues

ment inexacte et non conforme à la réalité puisqu'il est reconnu qu'il y avait, entre les parties, non pas un mais vingt-six contrats qui font l'objet de la présente action. Il faut donc entendre la clause 15 comme si elle comprenait les mots «dans la mesure où cet employé est concerné».

À l'audience, l'avocat du demandeur a plaidé comme si la clause 15 signifiait qu'on ne devait ajouter au contrat aucune stipulation en dehors de celles qui y sont écrites. Cela n'est évidemment pas dit dans la clause.

L'inclusion d'une clause prévoyant le paiement d'une indemnité à la résiliation d'un contrat au cas où le Ministère embaucherait directement un employé, ne modifie ni ne contredit en rien les termes exprès ou implicites de la clause 17 ni ceux de la clause 15, et, pour les raisons susmentionnées, je conclus que, conformément aux articles 1013, 1014, 1015 et 1019, on peut légalement interpréter le contrat de manière à y faire figurer les clauses d'usage qui, dans les rapports entre les agences de placement et leurs clients, exigent le versement à l'agence d'une indemnité calculée en fonction d'un pourcentage du salaire pour la première année d'emploi, lorsque le client embauche directement comme employé permanent une personne qui a été mise temporairement à sa disposition.

La prochaine question à résoudre est celle de savoir si en fait la clause susmentionnée doit s'appliquer aux parties au contrat. Le paragraphe 2 de la déclaration de la demanderesse se lit comme suit:

[TRADUCTION] 2. QUE pour ces services, le demandeur facture à ses clients les mêmes prix que les firmes semblables établies dans la province de Québec; ces prix comprenaient les éléments suivants:

a) Si le client a besoin d'une aide occasionnelle ou temporaire, le candidat finalement choisi peut être directement employé par le demandeur qui lui paie son salaire, et le client verse au demandeur une somme basée sur un taux horaire convenu pour lesdits services, et la commission ou indemnité due au demandeur est la différence entre le taux horaire payé par le client et le taux horaire payé au technicien par le demandeur («taux différentiel»);

b) Si le client à n'importe quel moment décide de faire figurer le candidat sur sa liste de paye d'une manière tempo-

to pay Plaintiff the same differential fee;

(c) If the client decides at any stage to hire the candidate on a permanent basis, the fee charged by Plaintiff varies between 7½% and 12% of the gross annual salary at which the candidate commenced in the permanent employ of the client, called a "permanent placing fee".

The agreed upon facts established that the plaintiff offered to supply candidates required by the Department for the remuneration provided for in its brochure and accompanying letter or at a flat rate per man as set out in paragraph 2 above of the plaintiff's statement of claim. This offer of the plaintiff was not accepted by representatives of the Department but the Department insisted on drafting its own contract and having it signed in the case of each employee supplied.

Counsel for the defendant maintained, at trial, that, as the normal method of hiring in payment was not accepted, there was a definite refusal on the part of the representatives of the Department to consent to any remuneration being payable should the employees be hired permanently and that this was the only reason why the written contracts were required, it being the intention of the parties that the written contract in each case would supersede the custom, which admittedly existed. There are three obvious answers to this argument: the first one being that if the sole reason why written contracts were prepared and signed was to avoid the custom from applying and more particularly the custom as to the liability for payment in the event of personnel supplied being hired as permanent employees of the Department, it is strange indeed that no reference whatsoever was made in the contract either that the custom would be completely excluded in a general sense or that, more specifically, there would be no liability in the event of the permanent hiring of personnel. This could have been covered adequately in a very few words in the contract. Furthermore, if it is intended that custom is not to apply where the contract is silent on a point which obviously falls within the subject matter of the contract, the contract itself should specifically state that that particular custom is excluded. As the learned author Trudel stated in his text "*Traité de Droit Civil du Québec*," Volume 7, at page 288:

[TRANSLATION] Unless otherwise agreed, a party to a contract is presumed to be aware of and to conform with the practices

raire, le client continue à payer au demandeur la même indemnité;

c) Si, à un moment donné, le client décide d'embaucher le candidat d'une manière permanente, le prix facturé par le demandeur varie entre 7½ et 12% du salaire annuel brut auquel le candidat a débuté comme employé permanent du client, appelé «indemnité d'embauchage permanent».

L'exposé conjoint des faits établit que le demandeur a offert de fournir au Ministère les candidats qu'il réclamait moyennant la rémunération prévue dans sa brochure et dans la lettre qui l'accompagnait ou à un taux fixe par personne, comme indiqué au paragraphe 2 ci-dessus de la déclaration du demandeur. Les représentants du Ministère n'ont pas accepté cette offre du demandeur et le Ministère a insisté pour rédiger son propre contrat qui devait être signé chaque fois qu'un employé lui était fourni.

L'avocat de la défenderesse a soutenu à l'audience que, puisque la méthode normale de rémunération pour placement n'avait pas été acceptée, cela constituait un refus définitif de la part des représentants du Ministère de consentir à verser une rémunération au cas où des employés seraient recrutés d'une manière permanente et que c'était la seule raison pour laquelle on avait exigé ces contrats écrits, l'intention des parties étant que, dans chaque cas, le contrat écrit dérogerait à l'usage dont on a reconnu l'existence. On peut opposer trois réponses évidentes à cet argument: la première est que si la seule raison pour laquelle on a préparé et signé des contrats écrits était d'écarter l'application de l'usage, notamment en ce qui concerne le versement d'une rémunération au cas où le personnel fourni serait embauché d'une manière permanente par le Ministère, il est réellement étrange qu'on n'ait pas précisé au contrat soit que l'usage était complètement écarté, soit plus spécialement que le Ministère n'encourrait aucune responsabilité en cas d'embauchage permanent du personnel. On aurait pu très bien le préciser au contrat, en peu de mots. En outre, si on avait voulu écarter l'application de l'usage quand le contrat était muet sur un point qui relève évidemment de l'objet du contrat, on aurait dû préciser expressément dans le contrat que l'usage en question était écarté. Comme le déclarait le savant auteur Trudel dans son *Traité de Droit Civil du Québec*, tome 7, à la page 288:

Sans convention au contraire, un contractant est présumé connaître et se soumettre aux usages et coutumes du lieu où le

and customs of the situs of the contract. This indeed seems to be a presumption *juris et de jure* within the limits of its application.

In the case at bar, there is certainly no specific mention that the custom would not apply.

In the second place, it is obvious from the many clauses in the contract pertaining to special rights of the defendant and particular obligations of the plaintiff which have not in any way been established as being part of custom and which provide more than ample reason for the Department wishing to have a written contract executed.

Furthermore, clause 18 of the contract reads as follows:

[TRANSLATION] 18. This contract shall be interpreted in accordance with the relevant federal laws or, alternatively, in accordance with the civil law of the Province of Québec.

By this provision, firstly, the federal laws and then subsidiarily the civil laws of the Province of Québec are specifically made applicable to the interpretation of the contract. There are no applicable federal laws. However, article 1016 of the *Civil Code* reads as follows:

Art. 1016. Whatever is doubtful must be determined according to the usage of the country where the contract is made.

This article is not only applicable at law but is made applicable by the express terms of the contract itself.

The word "country" in article 1016 has been interpreted as meaning the region or area and not necessarily the whole country.

As to the human and social reasons behind the rules of custom and their application, the learned author Trudel, in his text "*Traité de Droit civil du Québec*" to which I have referred, states at pages 286 and 287 as follows:

[TRANSLATION] The contract, though a legal institution, is first and foremost an act of man. The law cannot disregard the human and social aspects of any contract. Human freedom, which creates the contract and governs its substance, operates in a particular area, within a specific framework. This area is not exclusively geographic. In law, it will primarily be social, professional, commercial and so forth. A party to a contract is constantly surrounded by a particular atmosphere made up of usage and custom, habits and morals. This environment induces the individual to adopt the manner of speaking, of acting and of thinking generally observed in others. The law of least resistance is at the root of all these individual concessions to what is termed practice and custom. In like fashion, this human weakness enables the individual to lead a social existence, a natural

contrat s'est formé. Cette présomption semble bien être *juris et de jure* dans les bornes de son application.

En l'espèce, il n'y a certainement aucune référence visant à écarter l'application de l'usage.

En second lieu, diverses clauses du contrat visent manifestement les droits spéciaux de la défendresse ainsi que les obligations particulières du demandeur, droits et obligations qui, en aucune façon, ne relèvent des usages et qui justifient amplement que le Ministère ait désiré passer un contrat écrit.

En outre, la clause 18 du contrat est ainsi rédigée:

18. La présente convention sera interprétée suivant les lois fédérales pertinentes et subsidiairement suivant les lois civiles de la province de Québec.

Cette disposition prévoit spécialement, pour l'interprétation du contrat, l'application en premier lieu des lois fédérales et subsidiairement des lois civiles de la province de Québec. Il n'y a pas de lois fédérales applicables. Cependant, l'article 1016 du *Code civil* est ainsi libellé:

Art. 1016. Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

Cet article est applicable non seulement de plein droit mais encore en raison des termes exprès du contrat lui-même.

On a interprété le terme «pays» de l'article 1016 comme désignant une région ou un territoire et pas nécessairement le pays tout entier.

En ce qui concerne les raisons humaines et sociales qui justifient l'existence et l'application des usages, le savant auteur Trudel, dans son *Traité de Droit civil du Québec* que j'ai déjà cité, déclare ce qui suit aux pages 286 et 287:

Le contrat, institution juridique, est d'abord un acte de l'homme. Le droit est incapable d'ignorer l'aspect humain et social de toute convention. La liberté humaine, qui crée le contrat et en domine la matière, s'exerce dans un milieu déterminé, dans un entourage précis. Ce milieu n'est pas seulement géographique. En droit, il sera surtout social, professionnel, commercial, etc. Toujours le contractant est entouré d'une atmosphère particulière formée des usages et des coutumes, des habitudes et des mœurs. Cet environnement provoque chez l'individu une inclinaison à accepter pour soi les manières de dire, de faire et de penser généralement observées chez les autres. La loi du moindre effort est à l'origine de toutes ces abdications individuelles que l'on nomme usages et coutumes. Cette faiblesse humaine confère de la sorte à l'individu la

state which originated and developed exclusively through man's close association with man. Yet, a subservience of this type is not really incompatible with free will: its very existence depends on the multiplicity and permanent impact of entirely free, individual and carefully considered actions. Such actions became the practice when people in the same area performed them without forethought or hesitation and without closely examining the reasons for doing so. Spontaneous action from that moment supplanted conscious wilful action without reducing or eliminating the needs and motivations that previously governed the considered actions of each individual. People who are less gifted thus profit from the experience of the more fortunate; they benefit from wise decisions which may have resulted originally from great difficulty and hard work. This proves that the action of an individual in unconsciously conforming with custom is for that reason no less suitable to his needs or consonant with his desires. This is the true foundation for these two rules of interpretation. The law assumes that the parties to a contract wish to partake of the wisdom which is their common heritage. Whether consciously or not, everyone does so as naturally as they breathe the air about them. It follows then that this is not an arbitrary assumption; it derives from living in society, one of man's inherent characteristics.

This preamble has a very practical corollary. A contract will be affected by the custom of the place where the contract is made. The extent to which a contract is affected by social factors must somehow be limited, otherwise it would never be possible to clarify doubtful issues. This is however the very purpose of interpretation. [The underlining is mine.]

In the description of the parties, at the beginning of each contract, the plaintiff was described under his professional title "Ing. Con.," being the abbreviation for *ingénieur-conseil* and not as an employment agent or under any other description which would indicate that he was in the business of locating, hiring and lending out personnel as an agency. Based on that fact, counsel for the defendant argued that in the case of these particular contracts the Department was dealing with the plaintiff strictly in his capacity as a consulting engineer and that each contract was for the services of a technician supplied from a regular engineering firm and not from a firm which normally supplies technical personnel. He then went on to argue that one must therefore logically conclude that the custom which applied to the last-mentioned type firm, not having been established as existing in the case of regular engineering firms, it could not be held that the custom applied as between the parties to the contracts in issue before me.

The argument, a rather clever one, does not however take into account many other factors. The plaintiff was at all times a consulting engineer but

sociabilité, qualité naturelle qui naît et se développe du seul fait de l'agglomération des hommes. Pareil asservissement n'est quand même pas incompatible avec une volonté libre: son existence même vient de la multiplicité et de la permanence d'actes strictement libres, personnels, réfléchis. Ces actes sont devenus l'usage quand les personnes d'un même milieu les ont posés sans réflexion, ni hésitation, sans appréciation critique des motifs. La spontanéité a alors détrôné la volonté consciente, mais sans atténuer ni supprimer les besoins et les raisons qui auparavant déterminaient l'acte réfléchi de chacun. Les individus moins doués profitent ainsi de l'expérience des gens mieux avisés; ils participent à une décision sage, qui peut être, à l'origine, ardue et laborieuse. Et tout ceci démontre que, observant inconsciemment une coutume, l'homme n'en pose pas moins un acte approprié à ses besoins et conforme à sa volonté. C'est le fondement réel de ces deux règles d'interprétation. La Loi présume que les contractants veulent participer à ce fonds commun de prudence. Sciemment ou non, tous s'en servent comme ils respirent l'air qui les environne. Cette présomption n'est donc pas arbitraire; elle découle d'un trait caractéristique de l'homme: la sociabilité.

Ce préambule entraîne un corollaire très pratique. L'usage qui influera sur une convention est celui qui existe au lieu où le contrat est fait. Il faut limiter de quelque façon cette sujétion du contrat aux faits sociaux. Sans quoi, on ne parviendrait jamais à éclairer une situation douteuse. C'est pourtant le but de l'interprétation. [C'est moi qui souligne.]

Dans la désignation des parties, figurant au début de chaque contrat, le demandeur est identifié sous son titre professionnel: «Ing. Con.» abréviation d'*ingénieur-conseil* et non comme agent de placement ou sous un autre titre susceptible d'indiquer qu'il s'occupait d'une agence chargée de trouver, recruter et placer du personnel. Se fondant sur ce fait, l'avocat de la défenderesse a soutenu qu'à l'occasion des contrats en question, le Ministère avait traité avec le demandeur uniquement en sa qualité d'*ingénieur-conseil* et que chaque contrat avait pour objet les services d'un technicien fourni par une firme d'ingénieurs ordinaires et non par une firme qui fournit ordinairement du personnel technique. Vu que l'on n'a pas établi que l'usage, applicable au second genre de firme, existait en ce qui concerne une firme d'ingénieurs ordinaires, il faut donc logiquement conclure, a-t-il ajouté, que l'usage ne peut s'appliquer aux parties aux contrats litigieux en l'espèce.

Cet argument, assez habile, ne tient cependant pas compte de divers autres facteurs. Le demandeur a toujours été un *ingénieur-conseil*, mais son

his primary occupation was the locating, interviewing, evaluation, supplying and assigning of engineers and skilled technical and support personnel. This was specifically pleaded as such in paragraph 1 of the statement of claim and admitted to be true in paragraph 1 of the statement of defence. The plaintiff had formerly dealt with the Department and the evidence before me was that it always was for the last-mentioned purpose and in this last-mentioned capacity. There is nothing in the contract which would indicate that there is any responsibility on the plaintiff to the Department *qua* engineer; the responsibility is strictly to supply the services of the particular person named in the contract and, if not satisfactory, to supply a replacement. It is also interesting to note that many of the candidates were first referred to the Department by the plaintiff and were approved by it and commenced working before any contracts were ever signed. The use of the abbreviation for consulting engineers in the description of the plaintiff does not contradict the concept that he was contracting in his usual capacity as he had been in the past, and the mere inclusion of these words is not sufficient to contradict or supersede the general custom of the trade in the Montreal area, and, *a fortiori*, where this general custom was applied between the parties in their former dealings.

Finally, all the personnel referred, and whose services were covered by these contracts, were retained by the Department as permanent employees in the same employment on the job. For the above reasons, I cannot subscribe to the argument that, in the face of this, merely because the plaintiff is described as one of the parties under his professional title, the Court should hold that the Department was dealing with him (or his firm) in this particular case, strictly *qua* engineer, and I find that the defendant is liable to pay the plaintiff, in accordance with each contract, the compensation established by the above-mentioned custom, which is to be taken as being included in the terms of each contract.

It has been clearly established that, in each of the twenty-six contracts, the employees were hired by the Department within the three-month period and compensation is therefore payable to the plaintiff in each case based on the normal scale existing at the time.

occupation principale consistait à trouver, interviewer, apprécier, fournir et placer des ingénieurs et du personnel technique et de soutien. Cela a été précisément soutenu au paragraphe 1 de la déclaration et reconnu pour vrai au paragraphe 1 de la défense. Le demandeur avait déjà traité avec le Ministère et, d'après les preuves qui me sont soumises, l'avait toujours fait en qualité d'agent de placement. Rien dans le contrat n'indique que le demandeur avait des obligations envers le Ministère en tant qu'ingénieur; son obligation consistait uniquement à fournir les services de la personne désignée au contrat et, si elle ne donnait pas satisfaction, de trouver un remplaçant. Il est aussi intéressant de noter que le demandeur a adressé plusieurs candidats au Ministère, qu'ils ont été agréés et ont commencé à travailler avant même la signature des contrats. L'utilisation de l'abréviation d'ingénieur-conseil dans la désignation du demandeur ne contredit pas le fait qu'il contractait en sa qualité ordinaire comme il l'avait fait dans le passé, et la simple insertion de ces mots ne suffit pas à écarter ou supplanter l'usage général de la profession, répandu dans la région de Montréal et, *a fortiori*, toutes les parties avaient déjà appliqué cet usage général dans leurs négociations antérieures.

Enfin, tous les techniciens adressés au Ministère et dont les services sont visés par ces contrats, ont été recrutés par le Ministère en tant que fonctionnaires permanents dans le même emploi. Pour les raisons susmentionnées, je ne peux accepter la thèse selon laquelle, dans ces circonstances, et du seul fait que le demandeur soit désigné en tant que partie sous son titre professionnel, la Cour devrait décider que le Ministère traitait avec lui (ou avec sa firme) dans ce cas particulier, strictement en tant qu'ingénieur; et je conclus que la défenderesse doit payer au demandeur, conformément à chaque contrat, l'indemnité prévue par l'usage susmentionné, qui est censé faire partie de chaque contrat.

Il a été clairement établi que, pour chacun des vingt-six contrats, le Ministère a recruté les employés au cours des trois premiers mois; le demandeur doit en conséquence recevoir dans chaque cas une indemnité basée sur le taux normal en vigueur à l'époque.

At the hearing, the parties submitted as Exhibit P-6 a table showing among other things the names of all twenty-six employees, the dates their services were originally supplied to the defendant, the dates when they were subsequently hired by the Department as permanent employees, their first gross annual salary in each case, the percentage of commission to be applied in each case as a fee to the plaintiff in accordance with the custom of the trade at the time, and the commission which would be payable to the plaintiff were the custom held to apply. The amount totals \$31,889.20.

The plaintiff will therefore be entitled to judgment in this amount plus costs.

A l'audience, les parties ont soumis, comme pièce P-6, un tableau où figurent notamment les noms des vingt-six employés, les dates auxquelles ils ont été initialement mis au service de la défenderesse, les dates auxquelles ils ont été par la suite recrutés comme fonctionnaires permanents du Ministère, le montant brut de leur première année de salaire dans chaque cas, le pourcentage de commission qui s'applique dans chaque cas à titre d'honoraires du demandeur, conformément à l'usage de la profession à l'époque, et le montant de la commission payable au demandeur si l'usage devait s'appliquer. Ce montant s'élève à \$31,889.20.

Le demandeur a donc droit à un jugement pour ce montant plus les dépens.